

REGLEMENT DE PLACEMENT

de la

Caisse de pensions de la République et Canton du Jura

TABLE DE MATIERES

1.	DISPOSITIONS GENERALES	2
1.1.	But.....	2
1.2.	Objectifs	2
2.	DIRECTIVES GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE PLACEMENT	3
3.	ORGANISATION DE LA FORTUNE, TACHES ET COMPETENCES	4
3.1.	Organisation des placements	4
3.1.1.	Le Conseil	4
3.1.2.	La Commission de placement (Commission)	4
3.1.3.	Le Comité de direction de la Caisse (Direction)	4
3.1.4.	Les Gestionnaires de fortune externes (Gérants)	4
3.1.5.	Le Contrôleur externe des placements (Contrôleur)	5
3.1.6.	Le Dépositaire global (Dépositaire)	5
4.	SURVEILLANCE ET CONTROLE.....	6
4.1.	Principes	6
4.2.	Concept d'information.....	6
5.	PRINCIPES D'EVALUATION	6
6.	RÉSERVE DE FLUCTUATION DE VALEUR.....	6
7.	PLACEMENTS CHEZ L'EMPLOYEUR	7
8.	FRAIS DE GESTION DE LA FORTUNE	7
9.	GOVERNANCE.....	8
9.1.	Intégrité et loyauté dans la gestion de fortune.....	8
9.2.	Rétrocessions	8
10.	EXERCICE DES DROITS D'ACTIONNAIRE	8
11.	DISPOSITIONS FINALES	9
11.1.	Abrogation du droit en vigueur.....	9
11.2.	Entrée en vigueur.....	9
	ANNEXE 1 : STRUCTURE STRATÉGIQUE DU PATRIMOINE.....	10
1.	STRATÉGIE À LONG TERME ET BENCHMARKS STRATÉGIQUES ENTRÉS EN VIGUEUR AU 01.01.2016.....	10
2.	RÉSERVE DE FLUCTUATION DE VALEUR.....	11
3.	MARGES TACTIQUES.....	12
4.	REBALANCEMENTS.....	12
5.	INDICE DE COMPARAISON (BENCHMARK).....	12
	ANNEXE 2 : DIRECTIVES DE PLACEMENT	13
1.	PRINCIPES.....	13
2.	PLACEMENTS AUTORISÉS.....	13
3.	EXTENSION DES POSSIBILITÉS DE PLACEMENT	14
4.	UTILISATION D'INSTRUMENTS DÉRIVÉS	14
5.	PRÊT DE TITRES.....	14
6.	COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE (CURRENCY OVERLAY).....	14
7.	DIRECTIVES PAR CLASSE D'ACTIFS	15
7.1.	Liquidités	15
7.2.	Obligations en CHF (débiteurs suisses et étrangers).....	15
7.3.	Obligations en monnaies étrangères (couvertes en CHF)	15
7.4.	Obligations des marchés émergents (couvertes en CHF).....	16
7.5.	Actions suisses	16
7.6.	Actions internationales (incl. marchés émergents).....	16
7.7.	Immobilier indirect (suisse et international) (couvert en CHF).....	17
7.8.	Immobilier direct (suisse).....	17
7.9.	Placements alternatifs.....	18
7.9.1.	Matières premières (couvertes en CHF).....	18
	ANNEXE 3 : CONCEPT D'INFORMATION	19

Le Conseil d'administration de la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura (ci-après : le Conseil),

vu l'art. 71 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité,

vu les articles 48f à 48h et 49 à 59 de l'ordonnance fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivant et invalidité,

vu l'article 47 de la loi sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura (ci-après : la Caisse),

arrête :

1. Dispositions générales**1.1. But**

Le Règlement de placement (ci-après : le Règlement) définit, conformément à la loi (art. 51a, al. 2, let. m et n, LPP, art. 49a al. 1 et 2, OPP 2), les objectifs, principes, directives, tâches et compétences, qui doivent être respectés dans la gestion du patrimoine de la Caisse.

La Caisse doit choisir, gérer et contrôler soigneusement les placements qu'elle opère. Elle veille à ce que la sécurité de la réalisation des buts de prévoyance soit garantie. La sécurité doit être évaluée spécialement en tenant compte de la totalité des actifs et des passifs, ainsi que de la structure et de l'évolution future prévisible de l'effectif des assurés (art. 50, al. 1 et 2, LPP).

Le Conseil est responsable et doit s'assurer, sur la base de ce règlement (art. 50, al. 3, 51 et 52, OPP 2) que les placements respectent les critères de diversification, garantissent la liquidité nécessaire au versement des prestations d'assurance et de libre passage et qu'ils permettent la réalisation d'un rendement adéquat.

Le Règlement prévoit notamment :

- La stratégie de placement ;
- Les placements autorisés ;
- L'organisation de la fortune (tâches et responsabilités) ;
- La surveillance et le contrôle.

1.2. Objectifs

La gestion de la fortune de la Caisse doit contribuer à atteindre un objectif de rendement propre à garantir l'équilibre de la Caisse à long terme. Seuls les intérêts financiers des assurés et des pensionnés sont déterminants.

La fortune de la Caisse doit être gérée de manière à ce que :

- les prestations assurées puissent être garanties à court, comme à long termes ;
- la capacité de risque soit prise en compte ;
- le rendement attendu puisse être optimisé dans le cadre de la capacité de risque.

Le patrimoine de la Caisse est investi :

- de manière à assurer une diversification suffisante des classes d'actifs, des marchés, des monnaies, des segments et des secteurs ;
- dans des placements générant un rendement global conforme au marché.

La Caisse doit veiller à ce que les pensions mensuelles et les prestations sous forme de capital puissent être versées dès qu'elles sont exigibles.

La capacité de risque est vérifiée par la Caisse sur la base d'une étude de congruence actifs/passifs, laquelle permet également au Conseil de définir sa stratégie de placement.

Conformément à l'art. 49, al. 1 OPP2, le Conseil est responsable de la gestion des placements. Dans le cadre de la répartition de ses tâches, il délègue une partie de ces dernières à la Commission de placement (ci-après : la Commission).

2. Directives générales en matière de placement

Toutes les prescriptions et dispositions légales en matière de placement, en particulier celles de la LPP, de l'OPP 2, ainsi que les instructions et recommandations des autorités compétentes doivent être respectées en tout temps. En cas de recours à l'extension des possibilités de placement selon l'art. 50, al. 4, OPP 2, l'extension des possibilités de placement doit être justifiée.

La Caisse définit, dans le cadre des dispositions légales, une stratégie de placement (allocation d'actifs stratégique) adaptée à sa tolérance au risque et tenant compte des caractéristiques de rendement et de risque à long terme des différentes classes d'actifs.

La stratégie de placement doit en principe être contrôlée au moins tous les trois ans ou lorsque des événements exceptionnels le requièrent, et adaptée si nécessaire. A ce titre, il convient de s'assurer de la concordance à moyen et long termes entre la fortune placée et les engagements de l'institution de prévoyance (art. 51a, al. 2, let. n, LPP). La stratégie de placement est présentée à l'annexe 1. Les directives et limites correspondantes se réfèrent toujours aux valeurs de marché (se reporter à l'annexe 2).

Des directives spécifiques sont édictées pour les différentes classes d'actifs (se reporter à l'annexe 2).

3. Organisation de la fortune, tâches et compétences

3.1. Organisation des placements

La gestion de la fortune de la Caisse englobe les organes suivants :

- le Conseil ;
- la Commission de placement ;
- le Comité de direction de la Caisse ;
- les Gestionnaires de fortune externes ;
- le Contrôleur externe des placements ;
- le Dépositaire global.

En cas de délégation de compétences, le Conseil est responsable de la surveillance de la délégation. En outre, chaque organe déléguant est responsable de l'observation des décisions prises et des tâches effectuées par l'organe exécutant.

3.1.1. *Le Conseil*

Le Conseil assume la responsabilité générale de la gestion, de l'exécution, de l'organisation et du contrôle des placements de la fortune de la Caisse. Ses tâches sont définies dans le règlement d'organisation.

3.1.2. *La Commission de placement (Commission)*

La Commission met en œuvre la stratégie de placement décidée par le Conseil. Ses tâches sont définies dans le règlement d'organisation.

3.1.3. *Le Comité de direction de la Caisse (Direction)*

La Direction a principalement pour tâches de suivre l'évolution et les risques des marchés financiers et d'informer la Commission et le Conseil en cas d'écarts par rapport aux indices de référence.

Elle a également pour tâche de gérer les liquidités nécessaires aux besoins courants de la Caisse. L'ensemble de ses tâches sont définies dans le règlement d'organisation.

3.1.4. *Les Gestionnaires de fortune externes (Gérants)*

La gestion de fortune ne peut être confiée qu'à des personnes ou des institutions qui remplissent les exigences des art. 48f, 48h et 49a, al. 2 let. d OPP2.

Les Gérants :

- sont responsables de gérer les portefeuilles de titres dans le cadre de mandats de gestion clairement définis ;
- effectuent les investissements dans le cadre des directives et normes convenues ;
- fournissent périodiquement (au minimum une fois par an) à la Commission un rapport sur l'évolution des placements. A cette fin, ils rédigent un rapport d'activité et le présentent, le cas échéant, verbalement à la Commission.

3.1.5. *Le Contrôleur externe des placements (Contrôleur)*

Le Conseil donne mandat à une société de contrôle spécialisée indépendante de toute banque ou de tout gestionnaire de fortune.

Le mandat porte principalement sur :

- la surveillance de l'activité de placement au niveau du portefeuille global, de la stratégie de placement et des catégories de placements ;
- l'analyse et l'évaluation quantitatives et qualitatives des rendements atteints et des risques encourus ;
- un compte rendu trimestriel et des recommandations sur les mesures à prendre ;
- le contrôle régulier de l'adéquation des directives de placement et du caractère actuel du règlement de placement.

3.1.6. *Le Dépositaire global (Dépositaire)*

Les tâches du Dépositaire sont notamment les suivantes :

- la conservation et la gestion des titres ;
- l'exécution de toutes les transactions liées aux titres ;
- la livraison des titres ;
- la tenue de la comptabilité-titres et dépôts ;
- l'évaluation des placements et le calcul des performances, qui tient compte des rendements pondérés dans le temps, selon la méthode TWR (Time Weighted Return) ;
- la tenue du registre du timbre fédéral ;
- la récupération des impôts ;
- la réalisation du prêt de titres ;
- l'établissement du rapport d'investissement mensuel ;
- l'établissement du rapport TER (Total Expense Ratio) au 31.12.

La Caisse veille à ce que le Dépositaire lui remette, une fois par année, le bilan et le compte d'exploitation relative à la gestion des titres (comptabilité titres).

Le Dépositaire remet chaque année le rapport de l'auditeur indépendant sur la description, la conception et l'efficacité du fonctionnement des contrôles au sein du service des opérations du Dépositaire.

4. Surveillance et contrôle

4.1. Principes

Le Conseil exerce la surveillance des placements. Les placements et leur gestion doivent être surveillés en continu et les contrôles doivent faire l'objet de rapports écrits trimestriels et détaillés.

4.2. Concept d'information

Le concept d'information figure à l'annexe 3 du Règlement.

5. Principes d'évaluation

Tous les actifs sont évalués à leur valeur de marché au jour de référence du bilan. Sont déterminants les cours indiqués par la banque dépositaire. Les dispositions de l'art. 48, OPP 2 ainsi que les Swiss GAAP RPC n° 26, art. 3 sont également applicables.

L'évaluation des monnaies étrangères repose sur le cours des devises à la date de clôture. Les transactions en monnaies étrangères effectuées pendant la période de référence sont à comptabiliser systématiquement aux cours en vigueur entre elles à la date de l'opération.

Les immeubles détenus en direct sont évalués à leur valeur de rendement qui repose sur la capitalisation des loyers bruts durablement réalisables. Le taux de capitalisation est fixé chaque année par le Conseil, en fonction des conditions du marché et de la nature des objets (habitation, commercial, mixte, ...).

L'évaluation des obligations repose sur les valeurs boursières à la date du bilan.

Pour les actions, les fonds de placement, les placements collectifs et autres titres analogues, l'évaluation repose sur les valeurs boursières à la date du bilan.

Les valeurs non cotées à une bourse officielle seront estimées à leur valeur réelle. Elle tiendra compte des possibilités de réalisation de la valeur concernée.

6. Réserve de fluctuation de valeur

(art. 48e, OPP 2)

Afin de se prémunir au mieux des fluctuations des marchés des capitaux et de limiter les effets des fluctuations de valeurs des actifs sur le taux de couverture visé par la Caisse à la date du bilan tel qu'il ressort de son plan de financement, la Caisse constitue une réserve de fluctuation de valeur au passif de son bilan.

L'objectif premier de cette réserve est de pouvoir faire face, avec une probabilité définie, à une année de sinistralité exceptionnelle sur les marchés des capitaux.

Le Conseil examine la pertinence du volume visé à intervalles réguliers ou lorsque des événements extraordinaires l'exigent. Le volume visé est modifié le cas échéant, et la modification est protocolée. La méthode de calcul de la réserve ainsi que le volume visé est présenté dans l'annexe 1.

La Caisse ne peut constituer une réserve de fluctuations de valeur que lorsque le taux de couverture pour l'ensemble des engagements calculé au sens de l'article 72b LPP (calculé dans un premier temps sans réserve de fluctuation de valeur) est supérieur à l'objectif du taux de couverture pour l'ensemble des engagements fixé par le plan de financement.

Le montant de cette réserve s'élève, à la date d'établissement du bilan, au maximum au montant pouvant être constitué de sorte que :

- le taux de couverture pour l'ensemble des engagements calculé au sens de l'article 72b LPP soit au moins égal à l'objectif de taux de couverture fixé par le plan de financement de la Caisse ;
- ledit taux soit au moins égal à celui prévalant une année auparavant.

Le montant déterminé ne peut en aucun cas être supérieur à l'objectif de la réserve de fluctuation de valeur tel qu'il ressort de la dernière étude de congruence actifs-passifs disponible au jour de l'établissement du bilan.

7. Placements chez l'employeur

Les prêts accordés aux employeurs conformément à la LCP ou au règlement concernant l'octroi de prêts aux employeurs affiliés à la Caisse sont considérés comme « placements chez l'employeur ». Les prêts sans garantie accordés aux sociétés privées appartenant à des corporations de droit public entrent dans la catégorie des placements alternatifs.

Dans la mesure où elle est liée à la couverture des prestations de libre passage et à celle des rentes en cours, la fortune diminuée des engagements et des passifs de régularisation, ne peut être placée sans garantie chez l'employeur (art. 57, al. 1 OPP2).

Les placements sans garantie et les participations financières chez l'employeur ne peuvent pas, ensemble, représenter plus de 5 % de la fortune (art. 57, al. 2 OPP2).

Les placements en biens immobiliers utilisés pour plus de 50 % de leur valeur par l'employeur pour ses affaires ne peuvent pas dépasser 5 % de la fortune (art. 57, al. 3 OPP2).

La garantie des créances envers l'employeur doit être suffisante. La garantie donnée par le Canton et les Communes est réputée suffisante, pour autant qu'elle soit établie exclusivement en faveur de la Caisse et qu'elle soit irrévocable et intransmissible. Les gages immobiliers, jusqu'à concurrence des deux tiers de la valeur vénale de l'immeuble, sont également considérés comme garantie suffisante (art. 58 OPP2).

8. Frais de gestion de la fortune

Le Conseil prend connaissance chaque année du rapport sur les frais et sur la transparence des placements. Sur cette base, le Conseil analyse la pondération des placements et se prononce sur la poursuite de la politique de placement conformément à l'art. 48a al. 3 OPP2.

9. Gouvernance

9.1. Intégrité et loyauté dans la gestion de fortune

La gestion de la fortune de la Caisse s'opère en respectant les règles impératives des articles 48f à 48l OPP2. En particulier, les personnes ou institutions qui gèrent la fortune de la Caisse peuvent conclure des affaires pour leur propre compte pour autant que ces affaires ne soient pas abusives au sens de l'art. 48j OPP2.

De plus, les personnes et institutions qui gèrent et administrent la fortune de la Caisse doivent déclarer chaque année par écrit à l'organe paritaire si elles ont reçu des avantages patrimoniaux personnels en rapport avec l'exercice de leur activité pour la Caisse et, le cas échéant, préciser lesquels. Le règlement d'organisation de la Caisse précise l'ampleur et la nature de ces avantages, ainsi que les conséquences du non-respect de ce règlement.

Par ailleurs, les personnes gérant la fortune de la Caisse se soumettent à la Charte de l'ASIP et à ses directives.

9.2. Rétrocessions

Toutes les personnes impliquées dans la gestion de fortune de la Caisse doivent confirmer chaque année n'avoir reçu aucune rétrocession, commissions de vente ou autres commissions similaires de par leur activité liée à la Caisse.

Les gérants externes et autres sociétés de fonds dans lesquels la Caisse est investie doivent également confirmer sur une base annuelle avoir redistribué toute rétrocession, commission de vente ou autres commissions similaires ou avoir agi conformément au contrat conclu avec la Caisse.

10. Exercice des droits d'actionnaire

Conformément à l'article 49a, alinéa 2 lettre b OPP2, et l'article 22 alinéa 1 de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb), la Caisse a l'obligation d'exercer ses droits de vote liés aux sociétés suisses cotées en bourse en Suisse ou à l'étranger qu'elle détient. Le droit de vote doit être exercé dans l'intérêt des assurés et des pensionnés.

Les titres liés à une corporation de droit public (art. 763 CO) et les fonds de placement collectifs ne sont pas concernés par cette obligation. En principe, la Caisse n'investit que dans de tels placements.

La Caisse a l'obligation d'informer ses assurés et ses pensionnés annuellement dans un rapport synthétique de la manière dont elle a rempli son obligation de voter.

Lorsque la Caisse ne suit pas les propositions du conseil d'administration de la société ou s'abstient de voter, elle doit le communiquer de manière détaillée.

Les personnes qui violent sciemment l'obligation de voter ou de communiquer peuvent être punies d'une peine pécuniaire de 180 jours-amende au plus.

11. Dispositions finales

11.1. Abrogation du droit en vigueur

Le précédent règlement de placement, entré en vigueur le 3 novembre 2010, est abrogé.

11.2. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur avec effet rétroactif au 01.01.2016.

CAISSE DE PENSIONS DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Pascal Charmillot
Président

Gérald Steullet
Directeur a.i.